

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 à 12 pages..... 200 F ● 16 à 28 pages 600 F ● 32 à 44 pages 1000 F ● 48 à 60 pages 1500 F ● Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO..... 20 000 F ● AFRIQUE..... 28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 20 000 F ● Avis d'immatriculation 10 000 F ● Certification du JO 500 F

N.B. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES
ET DECISIONS

DECISIONS

Cour Constitutionnelle

2024

18 avr. - Décision n° EL-013/24 Affaire : Saisine de Monsieur DATE Yao, tête de liste CAR-Yoto..... 2

19 avr. - Décision n° C-002/24 Affaire : Contrôle de constitutionnalité du règlement intérieur de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)..... 4

DECRETS

2024

09 avr. - Décret N° 2024-028/PR portant modalités de convocation et mission de la première réunion des conseillers régionaux et fixant le cadre général du règlement intérieur du conseil régional.... 5

09 avr. - Décret N° 2024-030/PR fixant les indemnités de fonction attribuées aux chefs de cantons et assimilés de la République Togolaise pour l'exercice 2024..... 13

09 avr. - Décret N° 2024-031/PR fixant les indemnités de fonction des secrétaires de chefs de cantons de la République Togolaise pour l'exercice 2024.....29

17 avr. - Décret N° 2024-032/PR portant titularisation de magistrats stagiaires..... 45

25 avr. - Décret N° 2024-036/PR portant approbation du contrat de partenariat public privé pour la réalisation du programme de construction de quatre universités sur les sites de Kara, Atakpamé, Dapaong et Sokodé..... 47

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES
ET DECISIONS

DECISIONS

DECISION N° EL-013/24 du 18 avril 2024**AFFAIRE : Saisine de Monsieur DATE Yao, tête de liste CAR-Yoto**

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par lettre en date du 15 avril 2024, enregistrée le même jour au greffe de la Cour sous le N° 019-G, lettre par laquelle Monsieur DATE Yao, tête de liste du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) dans la circonscription électorale de Yoto, demande la suppression de l'image et du nom de Me Yawovi AGBOYIBO sur les affiches et flyers de la liste indépendante LO MATSI MATSI ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique N° 2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le code électoral notamment en ses articles 142, 221, 222 et 223 ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 15 janvier 2020 ;

Vu le communiqué N° 002/2024/P/CENI en date du 24 février 2024 prorogeant la date de dépôt de dossiers de candidature pour les élections des députés et des conseillers régionaux de 2024 ;

Vu le décret N° 2024-025/PR du 03 avril 2024, portant suspension des élections législatives et régionales du 20 avril 2024 et de la campagne électorale du 04 avril 2024 pour lesdites élections ;

Vu le décret N° 2024-026/PR du 09 avril 2024 portant réaménagement du calendrier électoral ;

Vu la décision N° EL-003/2024 du 22 mars 2024 portant publication définitive de la liste électorale ;

Vu l'ordonnance N° 014/2024/CC/P du 15 avril 2024 portant désignation de rapporteur ;

Vu la lettre N° 116/2024/CC/G/Pi du 16 avril 2024 notifiant le recours à Monsieur EHLI Kossi, tête de liste indépendante LO MATSI MATSI dans la circonscription électorale de Yoto ;

Vu le mémoire en réponse en date du 16 avril 2024 de Monsieur EHLI Kossi, tête de liste indépendante « LO MATSI MATSI » dans la circonscription électorale de Yoto ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

1. Considérant que, par lettre en date du 15 avril 2024, Monsieur DATE Yao, tête de liste du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) dans la circonscription électorale de Yoto, demande la suppression de l'image et du nom de Me Yawovi AGBOYIBO sur les affiches et flyers de la liste indépendante «LO MATSI MATSI »;

2. Considérant qu'aux termes de l'article 104, alinéa 2 de la Constitution, « La Cour constitutionnelle juge de la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections » ;

Qu'aux termes de l'article 142, alinéa premier du code électoral : « Le contentieux des candidatures à l'élection présidentielle, aux élections sénatoriales et législatives ainsi que les contestations concernant les opérations de vote et la conformité des résultats provisoires proclamés par la CENI relèvent de la compétence de la Cour constitutionnelle » ;

3. Considérant que la requête de Monsieur DATE Yao qui est tête de liste du CAR dans la circonscription électorale de Yoto, est fondée sur les dispositions de l'article 142 alinéa 2 du code électoral ;

4. Considérant qu'au soutien de sa demande, Monsieur DATE Yao, allègue que Me Yawovi AGBOYIBO « fut président fondateur et président national du CAR, ... jusqu'à sa mort » et que l'utilisation de son nom « par une liste indépendante, est de nature à semer la confusion dans la pensée des électeurs et par voie de conséquence à compromettre la sincérité et la transparence desdits scrutins. »

5. Considérant que dans son mémoire responsif en date du 16 avril 2024, Monsieur EHLI Kossi déclare que, « l'image et le nom de Me AGBOYIBO ne sont ni propriété ni éléments distinctifs statutaires du CAR ; que monsieur DATE n'est point ayant cause ou ayant droit de feu Me AGBOYIBO ; qu'il n'a donc ni qualité ni intérêt pour solliciter l'interdiction à un tiers de l'usage de l'image et du nom de Me AGBOYIBO fût-il dans une campagne électorale. » ; qu'il conclut au demeurant, la demande de Monsieur DATE « n'est que postulat car dépourvue de tout fondement juridique » ;

6. Considérant qu'aux termes de l'article 221 du code électoral, la déclaration de candidature comporte entre

autres, « les noms, prénoms et sexe de chaque candidat de la liste » ;

Le nom du parti politique, du regroupement de partis politiques ou du groupe de candidats indépendants ;

L'emblème du parti politique, du regroupement de partis politiques ou du groupe de candidats indépendants » ;

Qu'ainsi, conformément à la liste définitive de candidatures publiée par la Cour par décision N° EL- 003/24 du 22 mars 2024, il ne figure dans la liste « LO MATSI MATSI » dans la circonscription électorale de Yoto, ni le nom de Me AGBOYIBO, ni une liste dénommée « LO MATSI MATSI des fidèles de Maître Yawovi AGBOYIBO », ni l'emblème associée de l'image de Me Yawovi AGBOYIBO, comme figurant sur les pièces jointes à la demande ;

Que seule la liste « LO MATSI MATSI », figurait dans la circonscription électorale de Yoto et comportait six (06) candidats clairement identifiés et un emblème bien déterminé ;

7. Considérant que, s'il n'appartient pas à la Cour constitutionnelle, juge des consultations référendaires, des élections présidentielles, sénatoriales et législatives de se prononcer sur les actes pris dans l'application des statuts ou des règles de fonctionnement des partis politiques, il lui incombe en revanche, lorsqu'elle est saisie de griefs en ce sens, de vérifier les allégations de manœuvres tendant à fausser l'expression des suffrages des électeurs ;

8. Considérant que Monsieur Kossi EHLI excipe d'une assignation en date du 14 novembre 2023 par-devant le Tribunal de grande instance de Lomé en contestation de la légitimité et de la légalité du bureau national du CAR présidé par Monsieur Yao DATE, le requérant, pour violation des dispositions statutaires et des résolutions du Congrès statutaire unitaire du CAR organisé les 29 et 30 avril 2023 ; qu'à ce jour, aucune décision n'a été rendue par cette juridiction ;

9. Considérant qu'aussi longtemps qu'aucune décision n'a été rendue par les juridictions saisies des litiges opposant des membres des organes de direction du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), les personnes habilitées à agir au nom de cette formation politique demeurent celles dont il n'a pas été mis fin au mandat par un autre Congrès dûment convoqué ;

10. Considérant que la reproduction de l'image de feu Me AGBOYIBO, fondateur historique du parti CAR, et la mention de son nom sur les affiches électorales par une formation politique autre que la sienne, sont constitutives de manœuvres destinées à créer la confusion dans l'esprit des électeurs et par voie de conséquences à affecter les résultats du scrutin ;

11. Considérant que dans son mémoire en réponse, Monsieur EHLI Kossi n'a pas contesté l'authenticité des pièces produites par Monsieur DATE Yao à l'appui de sa demande ;

12. Considérant qu'il est de notoriété publique, que Me Yawovi AGBOYIBO est le fondateur du parti CAR ; que la liste indépendante « LO MATSI MATSI » en écrivant : Votez la liste des candidats « LO MATSI MATSI des fidèles de Maître Yawovi AGBOYIBO » sur ses affiches et en utilisant le nom et l'image de Me Yawovi AGBOYIBO dans la circonscription électorale de Yoto où se trouve en lice une liste du CAR, est de nature à créer une confusion dans l'esprit des électeurs dans ladite circonscription ;

13. Considérant que la sincérité et la transparence de l'élection ne résultent pas uniquement d'une disposition mais de l'ensemble des dispositions applicables au processus électoral ;

Qu'ainsi, il y a lieu d'enjoindre à la liste indépendante « LO MATSI MATSI » de mettre fin sans délai à l'utilisation litigieuse de l'image et du nom de feu Me AGBOYIBO sur ses documents et affiches de campagne ;

En conséquence,

DECIDE :

Article premier : Fait injonction à la liste indépendante « LO MATSI MATSI » de la circonscription électorale de Yoto de retirer de ses affiches de campagne, l'image et le nom de Me Yawovi AGBOYIBO à compter de la notification de la présente décision.

Art. 2 : Autorise, la liste du CAR de la circonscription électorale de Yoto, dont Monsieur DATE Yao est tête de liste, à faire procéder à l'enlèvement des affiches de LO MATSI MATSI portant le nom et l'image de Me Yaovi AGBOYIBO au frais de ladite liste LO MATSI MATSI, en cas de refus ou de retard dans l'exécution de la présente décision ;

Art. 3 : La présente décision sera notifiée aux intéressés, à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 18 avril 2024 au cours de laquelle ont siégé Messieurs les Juges : Kouami AMADOS-DJOKO, Président par intérim ; Koffi Jérôme AMEKOU DI, Djobo-Babakane COULIBALEY, Palouki MASSINA et Pawélé SOGOYOU.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 19 avril 2024

Le Greffier en Chef

Me ADIKI ATIWI Atihèzi

DECISION N° C-002/24 du 19 avril 2024

AFFAIRE : Contrôle de constitutionnalité du règlement intérieur de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)

« AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS »

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par lettre N° 364/2024/ CNDH/CA/SG/PC du 18 avril 2024, enregistrée le même jour au greffe de la Cour sous le N° 021-G, par laquelle, le doyen d'âge, Monsieur AZAMBO Badabossia, soumet au contrôle de conformité à la Constitution le règlement intérieur de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), adopté le 17 avril 2024 ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 en ses articles 104, al. 5 et 152 ;

Vu la loi organique n° 2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 15 janvier 2020 ;

Vu la lettre N° 364/2024/ CNDH/CA/SG/PC du 18 avril 2024 du doyen d'âge de la CNDH ;

Vu l'ordonnance N° 015/2024/CC-P du Président de la Cour en date du 18 avril 2024 portant désignation de rapporteur ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

1. Considérant que par lettre en date du 18 avril 2024, le doyen d'âge de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) soumet au contrôle de constitutionnalité, le règlement intérieur de la CNDH adopté le 17 avril 2024 ;

2. Considérant que l'article 104, al. 5 de la Constitution dispose :

« Aux mêmes fins, les lois organiques, avant leur promulgation, les règlements intérieurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, ceux de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, du Conseil Economique et Social, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et du Conseil Supérieur de la Magistrature, avant leur application, doivent (...) être soumis. » à la Cour constitutionnelle ;

3. Considérant que la saisine du doyen d'âge de la CNDH est régulière ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant que le texte soumis à la Cour comprend soixante (60) articles regroupés en douze (12) titres divisés en chapitres ;

4. Considérant que, de l'analyse, article par article du règlement intérieur, objet du contrôle, et sous réserve, d'une part, de ce que l'alinéa 4 de l'article 4 dudit règlement n'exclut pas la possibilité de représentation des membres, prévue d'ailleurs à son article 19, d'autre part, que les dispositions de l'article 14 n'excluent pas les autres cas de fin de mandat énumérés à l'article 10 nouveau de la loi organique n° 2021-015 du 03 août 2021, ses dispositions sont conformes à la Constitution du 14 octobre 1992 ;

En conséquence ;

DECIDE :

Article premier : La requête du doyen d'âge de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) est recevable.

Art. 2 : Sous les réserves énoncées au considérant n° 4, les dispositions du règlement intérieur de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), adopté le 17 avril 2024, sont conformes à la Constitution.

Art. 3 : La présente décision sera notifiée au doyen d'âge de la CNDH et publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 19 avril 2024 au cours de laquelle ont siégé : Messieurs les Juges : Kouami AMADOS-DJOKO, Président par intérim, Koffi Jérôme AMEKOU DI, Djobo-Babakane COULIBALEY, Palouki MASSINA et Pawélé SOGOYOU.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 19 avril 2024

Le Greffier en Chef

Me ADIKI ATIWI Atihèzi

**DECRET N° 2024-028/PR du 09/04/2024
portant modalités de convocation et mission
de la première réunion des conseillers régionaux
et fixant le cadre général du règlement intérieur
du conseil régional**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n° 2018-003 du 31 janvier 2018, la loi n° 2019-006 du 26 juin 2019, la loi n° 2021-020 du 11 octobre 2021 et la loi n° 2022-011 du 04 juillet 2022 ;

Vu la loi n° 2022-001 du 08 mars 2022 portant création de régions ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 2022-069/PR du 30 mai 2022 portant définition du ressort territorial et répartition du nombre de conseillers par région et par circonscription électorale (préfecture) ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

CHAPITRE 1^{er} - DE L'OBJET

Article premier : Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de convocation et la mission de la première réunion des conseillers régionaux, ainsi que le cadre général du règlement intérieur du conseil régional.

**CHAPITRE 2 - DES MODALITES DE CONVOCATION
ET MISSION DE LA PREMIERE REUNION
DU CONSEIL REGIONAL**

Art. 2 : La convocation de la première réunion

La première réunion du conseil régional nouvellement élu est convoquée exceptionnellement par le gouverneur territorialement compétent dans les soixante (60) jours au plus tard qui suivent les résultats définitifs proclamés par la juridiction compétente.

Cette réunion se tient au chef-lieu du conseil régional.

Art. 3 : La composition du bureau provisoire

La première réunion du conseil régional est dirigée par un bureau provisoire composé du :

- doyen d'âge des conseillers : président
- plus jeune conseiller : secrétaire

Art. 4 : La mission du gouverneur

Le bureau provisoire est ainsi désigné par le gouverneur après l'ouverture de la réunion, sur la base des dates de naissance mentionnées sur la liste des conseillers proclamés élus par la juridiction compétente.

Le gouverneur procède au contrôle de présence des conseillers, annonce les procurations certifiées par lui, installe le bureau d'âge et lui transmet les documents devant lui permettre de poursuivre sa mission. Ces documents, conçus par le ministère de tutelle dont les représentants supervisent la réunion sont composés d'un imprimé de la liste de candidatures, de bulletins de vote et de procès-verbaux de l'élection (en double par élection).

Le bureau provisoire ainsi installé procède au déroulement du scrutin des membres de l'exécutif régional dans l'ordre de préséance.

Art. 5 : La mission du bureau provisoire

L'ouverture des candidatures se fait à chaque poste par le bureau d'âge qui enregistre les listes proposées par chaque sensibilité représentée au sein du conseil.

Les noms des candidats proposés sont mentionnés sur les bulletins de vote au nombre des conseillers.

Au moment du vote, le président du bureau d'âge procède à l'appel des conseillers dans l'ordre de leur apparition sur la liste aux fins de chercher les bulletins pour procéder au choix de leur candidat dans l'isoloir et les poser dans une transparente disposée devant l'assemblée.

Les conseillers ayant reçu procuration reçoivent deux bulletins pour le vote.

Après chaque vote, le bureau d'âge désigne deux conseillers pour le dépouillement et proclame le résultat.

Art. 6 : L'élection du bureau exécutif du conseil

L'élection se fait au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Toutefois, si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Si le nombre de vice-présidents est supérieur à deux (02), au moins un des vice-présidents doit être de sensibilité différente de celle de la majorité du conseil régional.

Art. 7 : La fin de mission du bureau provisoire

Après l'élection du bureau du conseil régional, les procès-verbaux sont dressés et signés par le bureau d'âge sous le contrôle des représentants du ministère chargé de la Décentralisation.

Après l'élection du bureau exécutif du conseil régional, le bureau d'âge se retire pour permettre au gouverneur de clôturer la réunion.

Art. 8 : Le recours en annulation de l'élection

Un recours en annulation peut être introduit contre l'élection des membres du bureau exécutif du conseil devant la

juridiction compétente dans les quarante-huit (48) heures suivant la clôture du scrutin.

Lorsque l'élection est annulée ou lorsque le bureau exécutif, pour toute autre cause, a cessé de fonctionner, le gouverneur convoque le conseil pour procéder à son remplacement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'annulation ou de cessation d'activités.

CHAPITRE 3 - DU CADRE GENERAL DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL REGIONAL**Art. 9 : Le règlement intérieur**

Le conseil régional établit son règlement intérieur dans un délai de deux (2) mois suivant sa première réunion conformément à la réglementation en vigueur sur la décentralisation et aux dispositions du présent décret.

Section 1^{re} - Des réunions du conseil régional**Art. 10 : La périodicité des séances**

Le conseil régional se réunit au chef-lieu de la région en session ordinaire une fois par trimestre pour une durée de dix (10) jours au maximum sur convocation de son président, selon le calendrier ci-après :

- ouverture de la première session : le 1^{er} mardi de janvier ;
- ouverture de la 2^e session : le 1^{er} mardi d'avril ;
- ouverture de la 3^e session : le 1^{er} mardi de juillet ;
- ouverture de la 4^e session : le 1^{er} mardi d'octobre.

Le conseil régional est convoqué en session extraordinaire par son président ou à la demande motivée du tiers (1/3) de ses membres ou à celle du gouverneur dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la date de la réception de la demande.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans la région peut abréger ce délai. Dans ce cas, la session ne peut excéder cinq (5) jours.

Le conseil régional se réunit et délibère au chef-lieu, ou à tout autre lieu du territoire régional sur décision du conseil régional après autorisation du gouverneur.

Art. 11 : La convocation

Le conseil régional est convoqué par son président dans les conditions ci-après :

- la convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe au chef-lieu de la région et indique obligatoirement les questions sur lesquelles les conseillers régionaux sont appelés à délibérer ;

- la convocation est adressée aux conseillers régionaux par écrit et à domicile ou par diffusion publique d'un communiqué huit (8) jours francs avant la date de la réunion. Elle peut être transmise en version numérique aux membres du conseil.

Le président du conseil régional peut, en cas d'urgence, abréger ce délai de huit (8) jours francs, sans toutefois qu'il puisse être inférieur à trois (3) jours francs.

Cette initiative, qui est la prérogative du président du conseil régional est soumise dès l'ouverture de la séance, à l'appréciation du conseil régional qui, s'il désapprouve à la majorité relative l'initiative du président du conseil régional, peut renvoyer, pour tout ou partie, l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une séance ultérieure.

La convocation adressée aux conseillers régionaux est accompagnée, pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour, d'une note explicative de synthèse qui contient les éléments essentiels permettant d'apprécier les motifs des décisions à prendre et d'en mesurer toutes les conséquences.

Pour l'ensemble des affaires ci-dessus visées, leurs dossiers sont mis à la disposition des membres du conseil régional dès l'envoi des convocations.

Art. 12 : L'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour de la réunion du conseil régional est établi par son président.

Il est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public, par affichage au siège du conseil.

Section 2 - De la tenue des séances**Art. 13 : Le quorum**

Le conseil régional ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente ou

représentée par procuration à la séance. Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance et lors de la mise en discussion de toute affaire soumise à délibération.

Les conseillers absents peuvent donner à leurs collègues une procuration pour agir en leurs lieu et place. Aucun conseiller ne peut être porteur de plus d'une procuration. Les procurations sont remises au président du conseil régional en début de séance.

Les conseillers régionaux qui ne sont pas présents en début de séance sont considérés comme absents pour la durée de la séance sauf s'ils ont fait constater leur entrée par le rapporteur.

Lorsque, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions de l'article 11 du présent décret, ce quorum n'est pas atteint, le conseil régional est à nouveau convoqué à trois (3) jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement si le tiers (1/3) au moins des membres est présent.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président du conseil régional lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Art. 14 : La présence aux sessions

La présence aux sessions du conseil est obligatoire.

Toutefois, en cas d'empêchement, tout membre absent est tenu d'informer le président.

Tout membre du conseil régional qui a manqué à trois (3) sessions successives sans justifications valables adressées au président peut, après avoir été admis à fournir ses explications devant le conseil, être suspendu pour trente (30) jours de session avec privation des indemnités de session par le gouverneur, sur proposition du président.

En cas de récidive ou de refus de comparaître devant le conseil, sur rapport du président, le gouverneur constate par un arrêté, la démission du conseiller et enclenche la procédure de son remplacement.

Les conseillers ayant donné procuration bénéficient des indemnités de session.

Art. 15 : La présidence des séances

Le président du conseil régional assure la présidence des séances du conseil régional et dirige les débats. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des vice-présidents dans l'ordre de préséance.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, recadre les orateurs sur les affaires soumises au vote.

Il met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les opérations de vote, en proclame les résultats, prononce la suspension ou la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Dans les séances où le compte administratif du président du conseil régional est débattu, le conseil régional élit un président de séance.

Art. 16 : Le secrétariat des séances

Le secrétariat de séance est assuré par le rapporteur qui assiste le président du conseil régional pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins.

Il assure l'élaboration du procès-verbal de séance.

Art. 17 : L'accès et la publicité des séances

Les séances du conseil régional sont publiques.

Durant toute la séance, le public doit éviter de se déplacer et garder le silence.

Les personnes admises ne doivent être porteuses d'aucune arme ou objet pouvant être utilisés comme tels. Elles ne peuvent pénétrer dans la salle avec des animaux et doivent laisser à l'entrée des objets encombrants ou pouvant constituer une menace à la sécurité des personnes. Il leur est interdit de fumer et de troubler, par des cris, des paroles, des gestes, de toute autre façon, les délibérations de l'assemblée régionale. Il leur est interdit toute autre forme de communication avec les conseillers durant la tenue de la séance, il leur est également interdit de filmer les séances.

Les séances du conseil régional peuvent être retransmises, en direct ou en différé, par les moyens autorisés de communication audiovisuelle de la région.

Art. 18 : Le procès-verbal

Les séances publiques du conseil régional donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal des débats. Le procès-verbal indique l'objet des délibérations, toutes les décisions prises par le conseil régional et retrace les principales interventions.

Un conseiller régional peut demander que son intervention soit retranscrite au procès-verbal. Ce procès-verbal, après avoir été transmis à chaque conseiller, est soumis pour adoption au conseil régional au cours de la séance qui suit.

Lorsqu'une réclamation est faite contre la rédaction du procès-verbal, le président du conseil régional prend l'avis du conseil régional qui décide, s'il y a lieu, de faire une rectification.

Art. 19 : Le compte rendu

Le compte rendu de la séance est une synthèse sommaire du président du conseil régional des délibérations et des décisions du conseil.

Il est affiché dans la huitaine.

Art. 20 : La séance à huis-clos

Le conseil régional peut décider, sur demande du président du conseil régional ou du tiers (1/3) des conseillers présents, par un vote acquis à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunisse à huis-clos. Dans ce cas, le public ainsi que les représentants de la presse se retirent. Seuls les conseillers régionaux, les fonctionnaires régionaux et les personnes dûment autorisées par le président du conseil régional y ont accès.

Art. 21 : La police des assemblées

Le président du conseil régional, ou celui qui le remplace, assure la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Le président de séance sanctionne les membres du conseil régional qui perturbent le bon déroulement de la séance.

Les sanctions applicables sont le blâme, l'avertissement avec inscription au procès-verbal, l'expulsion de la séance avec inscription au procès-verbal et privation de l'indemnité de session.

Le président de séance rappelle à l'ordre tout conseiller qui entrave ou perturbe le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

Lorsque le même conseiller est rappelé à l'ordre pour une seconde fois au cours de la même séance, il est expulsé de la séance, mention en est faite au procès-verbal. Il peut être privé de l'indemnité de session du jour.

L'usage des téléphones portables est réglementé au cours de la séance.

Art. 22 : L'intervention de personnes auxiliaires au conseil régional

Les personnes auxiliaires au conseil régional, notamment le secrétaire général du conseil régional ainsi que, le cas échéant, les agents régionaux concernés par l'ordre du jour assistent aux séances publiques du conseil régional.

Ils ne peuvent prendre la parole que sur invitation expresse du président de la séance pour fournir des informations, explications ou avis au conseil régional sur une question objet de ses délibérations.

Art. 23 : Le placement des conseillers régionaux

Les conseillers régionaux sont installés autour d'une table, de façon qu'autour du président du conseil régional, de ses vice-présidents et des rapporteurs s'installe d'abord le groupe majoritaire des conseillers puis suivent les autres groupes dans l'ordre de leurs importances numériques.

Section 3 - De l'organisation des débats

Art. 24 : Le déroulement des séances

Le président du conseil régional, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il donne lecture du projet d'ordre du jour, accorde immédiatement la parole en cas d'amendement et fait procéder à son adoption.

Les membres du conseil régional ayant reçu, en même temps que le projet d'ordre du jour, le procès-verbal de la séance précédente, doivent faire parvenir par écrit leurs observations au président du conseil régional, avant la séance du conseil qui doit l'approuver limitant ainsi, les interventions sur le sujet du jour. Le procès-verbal de la séance précédente est ensuite mis aux voix pour adoption.

Le président du conseil régional rappelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour et les soumet au vote des conseillers.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le rapporteur. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du président du conseil régional ou du vice-président compétent et être appuyée par la remise de documents écrits ou la présentation de documents visuels.

La parole est accordée par le président du conseil régional aux membres du conseil qui en font la demande.

Les membres du conseil régional intéressés à une affaire à titre personnel ou comme mandataire en font la déclaration. Ils ne prennent part ni à la discussion, ni au vote.

Art. 25 : Les débats et votes des délibérations

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Un conseiller régional empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix, pouvoir écrit de voter en son nom. Il ne peut recevoir plus d'une procuration. Les pouvoirs sont remis au président du conseil régional en début de séance.

En cas de partage égal des voix, sauf le cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame ou qu'il s'agit de procéder à une nomination.

Dans ce dernier cas, après deux (2) tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il

est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil régional peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Lorsque ni le scrutin public par appel nominal, ni le scrutin secret n'est ni requis, ni demandé, le conseil régional se prononce par un vote à main levée.

Art. 26 : Les suspensions de séance

Le président du conseil régional met aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins le tiers (1/3) des membres du conseil régional. Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Art. 27 : Les amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toute affaire en discussion soumise au conseil régional. Ils doivent se présenter par écrit. Le conseil régional décide si des amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Art. 28 : L'adoption du budget

Le budget primitif du conseil régional est adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique.

Le projet de budget primitif est accompagné d'un plan de trésorerie prévisionnel qui démontre sa soutenabilité. Le budget voté est transmis pour approbation au ministre chargé de la Décentralisation dans les huit (8) jours qui suivent le contrôle de légalité par le gouverneur.

Art. 29 : La séance du compte administratif

Les séances du conseil relatives à l'adoption du compte administratif sont présidées par un président de séance élu par les membres du conseil.

Le président du conseil régional peut assister à la discussion mais il se retire au moment du vote.

Le vote du compte administratif présenté annuellement par le président du conseil régional intervient au plus tard le 31 mai de l'année qui suit l'exercice clos. Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

En cas de rejet du compte administratif, celui-ci fait l'objet d'un nouvel examen en vue de son adoption dans le délai réglementaire.

Art. 30 : Le débat d'orientation budgétaire

Un débat a lieu au conseil régional sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux (2) mois précédant l'examen de celui-ci.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport détaillé précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseillers régionaux huit (8) jours avant la séance, soit dès l'envoi des convocations. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Le débat sur les orientations générales du budget a lieu lors d'une séance ordinaire et n'est pas sanctionné par un vote du conseil régional. Toutefois, le conseil régional doit constater par délibération qu'il a bien été procédé à ce débat.

Un délai minimum de quinze (15) jours doit être observé entre le débat d'orientation budgétaire et le vote du budget primitif.

Section 4 - Des travaux préparatoires

Art. 31 : Les commissions régionales

Le conseil régional a l'obligation d'instituer les commissions permanentes suivantes :

- la commission des affaires économiques, financières, juridiques, administratives et de la planification ;
- la commission des affaires domaniales, environnementales techniques, des travaux et du patrimoine ;

- la commission des affaires sociales, culturelles, de la jeunesse et de l'éducation.

Le conseil régional peut former des commissions spéciales chargées d'étudier et de suivre les questions qui leur sont soumises dans un délai fixé par le conseil.

Le président du conseil régional peut mettre en place une commission consultative non permanente constituée de spécialistes sur une thématique précise. A l'issue de son travail, la commission consultative remet son rapport au président du conseil régional.

Le président est chargé de convoquer les réunions. Le président du conseil régional, les vice-présidents et les rapporteurs peuvent assister aux séances de toutes les commissions sans voix délibérative.

Les conseillers s'inscrivent librement dans les commissions sous réserve d'approbation du conseil régional. Aucun conseiller ne peut s'inscrire dans plus de deux (2) commissions à l'exception du président du conseil régional, des vice-présidents et des rapporteurs.

Art. 32 : Le bureau des commissions

Les membres de chaque commission élisent, dans les huit (8) jours suivant la formation de la commission, un président et deux rapporteurs.

Les membres et les responsables des commissions permanentes sont élus pour la durée du mandat, sauf en cas de décès, de destitution, de révocation ou de démission.

Art. 33 : Les compétences des commissions permanentes

Les commissions permanentes n'ont pas de pouvoir de décision. Elles ne statuent que sur les questions qui leur sont transmises par le président du conseil régional. Elles émettent leurs avis à la majorité des membres présents. A la fin des travaux de la commission, elle établit son rapport à l'attention du président du conseil régional. La durée des travaux de la commission est fixée par le président du conseil.

Le président est chargé de présenter l'avis de la commission au conseil régional lorsque la question vient en délibération devant lui.

Le président du conseil régional peut inviter à participer aux travaux de la commission toute personne qui en fonction de son expérience ou de sa qualité, apportera une plus-value aux questions inscrites à l'ordre du jour.

Le secrétariat de ces commissions est assuré par des fonctionnaires régionaux en charge des dossiers traités selon les thématiques.

Les commissions régionales permanentes et spéciales sont convoquées huit (8) jours avant la date de leur réunion.

Aucun quorum n'est requis pour que les commissions puissent valablement siéger.

Art. 34 : Les organes de gestion de la commande publique

Le président du conseil régional met en place les organes prévus par le code de la commande publique notamment :

- la personne responsable des marchés publics ;
- la cellule de gestion des marchés publics ;
- la commission de contrôle des marchés publics.

Le fonctionnement de ces organes est régi par les dispositions en vigueur, notamment celles du code de la commande publique.

Art. 35 : Les comités consultatifs

Le conseil régional peut créer, des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt régional concernant tout ou partie du territoire de la région.

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil régional.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil régional désigné, est composé d'élus et de personnalités extérieures au conseil régional et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil régional.

Section 5 - Du droit à l'information et le droit d'expression des conseillers régionaux

Art. 36 : Le droit à l'information

Tout conseiller régional a le droit de prendre connaissance sur place des procès-verbaux du conseil régional, des budgets et des comptes de la région ainsi que les arrêtés du président du conseil régional. Il peut en demander copie à ses frais.

Ces documents peuvent être directement communiqués par l'administration du conseil régional.

Les budgets du conseil régional ainsi que les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués qui sont remis à la région en application de conventions de délégation de service public sont communiqués directement par l'administration du conseil régional.

En outre, tout conseiller régional a accès aux documents préparatoires de délibérations, notamment aux dossiers établis par les commissions visées aux articles 31 et 34 du présent décret.

Si l'affaire qui est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces annexes peut être consulté par tout conseiller régional aux heures habituelles d'ouverture et pendant une période minimale de dix (10) jours précédant l'examen de la question par le conseil régional.

Afin de ne pas perturber l'organisation et le fonctionnement des services régionaux, qui relèvent de la seule responsabilité du président du conseil régional, les conseillers régionaux présentent à ce dernier, toute demande d'information ou de communication de documents préparatoires des délibérations.

Art. 37 : Les questions écrites

Nonobstant les dispositions de l'article 36 ci-dessus, tout conseiller régional dûment mandaté peut, au nom et pour le compte de la sensibilité par laquelle il a été élu, poser au président du conseil régional des questions écrites ou orales relatives à la gestion ou à la politique régionale dès lors que les thèmes abordés se limitent aux affaires d'intérêt strictement régional.

Les questions écrites adressées au président du conseil régional peuvent être posées à tout moment. Le président du conseil régional dispose de dix (10) jours francs pour apporter une réponse écrite, sauf si ce délai est trop court pour qu'une réponse appropriée soit donnée. Dans ce cas, le délai est porté à trente (30) jours francs. Le président du conseil régional est tenu d'aviser le conseiller régional concerné, dans les dix (10) jours à compter de la réception de la question, de la prolongation du délai.

Dans le cas où, les questions écrites nécessitent un avis du conseil régional, elles doivent être communiquées au président du conseil régional au plus tard sept (7) jours francs précédant la séance, afin de lui permettre de recueillir les éléments de réponse, qui seront donnés en cours de séance, après épuisement de l'ordre du jour, au moment des questions diverses.

Art. 38 : Les questions orales pendant le conseil régional

Lors de chaque séance du conseil régional, avant ou après l'examen des questions posées à l'ordre du jour, tout conseiller régional dûment mandaté peut, au nom et pour le compte de sa sensibilité, poser une question orale dans les limites fixées par l'article 37 ci-dessus.

Afin de permettre au président du conseil régional de réunir les éléments de réponse, le thème abordé dans la question orale doit lui être obligatoirement communiqué sept (7) jours francs au moins avant la séance.

Au cours de la séance, l'auteur de la question est invité à l'exposer de manière concise, afin de permettre au président du conseil régional de disposer du temps suffisant pour une réponse explicite.

En tout état de cause, une question orale ne peut être suivie ni d'un débat sur le thème abordé, ni d'un vote de quelque nature qu'il soit.

Les questions et les réponses figurent intégralement au procès-verbal de la séance. Toute question orale présentée dans des conditions non conformes au présent décret peut, à la demande du président du conseil régional, être traitée à la séance ultérieure la plus proche.

Le président du conseil régional peut décider le renvoi à une séance ultérieure de la réponse à une question orale. Il précise au conseil régional les motifs de sa décision.

Art. 39 : L'expression dans certains supports d'information régionale

Les conditions et modalités de l'expression des conseillers régionaux de la majorité régionale et de ceux qui n'appartiennent pas à la majorité régionale, dans les supports d'information régionale, sont fixées par le règlement intérieur du conseil régional.

Art. 40 : La mise à disposition de locaux aux conseillers régionaux

Il est satisfait dans la mesure du possible à toute demande de mise à disposition d'un local commun, émise par tout groupe de conseillers régionaux de la même sensibilité politique pour des besoins exclusifs des travaux de sensibilisation, dans un délai raisonnable. Cette mise à disposition s'effectue dans la limite de deux (2) jours par semaine et par groupe de conseillers selon un agenda tenu au siège du conseil régional. Les clés sont prises et rendues à l'accueil des bureaux du conseil régional.

CHAPITRE 4 : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**Art. 41 : Le contrôle de légalité**

Le règlement intérieur adopté est soumis au contrôle de légalité du gouverneur territorialement compétent de même que toutes les délibérations du conseil régional.

Art. 42 : L'application du règlement intérieur

Le règlement intérieur est adopté à chaque renouvellement du conseil régional dans les deux (2) mois qui suivent sa première réunion.

Art. 43 : Cas d'indisponibilité du gouverneur

En cas d'indisponibilité du gouverneur, ses fonctions sont assurées par le préfet du chef-lieu de région.

Art. 44 : L'exécution

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires est

chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 09 avril 2024

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire S. TOMEGA-DOGBE

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires

Hodabalo AWATE

**DECRET N° 2024-030/PR du 09/04/2024
fixant les indemnités de fonction attribuées aux
chefs de cantons et assimilés de la République
Togolaise pour l'exercice 2024**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : Les indemnités annuelles de fonction attribuées aux chefs de cantons et assimilés de la République Togolaise pour l'exercice 2024 sont fixées comme suit :

REGION MARITIME**PREFECTURE D'AGOE-NYIVE**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton d'Agoè-Nyivé	Kodjo Hérou Aristide Edmond - SEDZRO IV	1 058 400
2	Adétikopé	ASSIMADI WODENOU Yaovi	529 200
3	Légbassito	Dzidjoli Koami AGBOTRO-LOGBO IV	793 800
4	Vakpossito	Komlan AZIAGBEDE HOSSOU IV	529 200
5	Sanguéra	Dossè HOUNKPETOR IV	529 200
6	Togblé	Victor Hola KPODO-DRA IV	793 800

PREFECTURE DU GOLFE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton d'Aflao-Gakli	Frédéric Mawuto DETU-DZIDZOLI X	1 058 400
2	Aflao-Sagbado	Non encore reconnu	0
3	Amoutiévé	Agboly DADJIE-ADJALLE VI	793 800
4	Baguida	Non encore désigné	0
5	Bè	Louis Mawuko Kwami AKLASSOU IV	793 800

PREFECTURE DES LACS

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Régent du trône Lolan de la ville d'Aného	LAWSON BODY Latévi Adondjégoun	793 800
2	Chef Trad.Ville Aného (DES ADJIGO)	Ahlonko M.S. BRUCE - Nana Anè OHINIKO Nènè QUAM DESSOU XV	793 800
3	Chef Canton d'Agbodrafo	ASSIAKOLEY MENSAH Aholou Seddoh	1 058 400
4	Glidji	Non encore reconnu	0
5	Aklakou	Non encore reconnu	0
6	Anfoin	Non encore désigné	0
7	Fiata	ANENOU Amah Fafanéva Augustin	529 200
8	Agouègan	Foli KPONVE-ALOFA	529 200
9	Ganavé	Dovi DEGBEY 1 ^{er}	529 200
10	Gbodjomé	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE BAS-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Cant. d'Afagnagan	Améli Agbéko ADOLEHOUME VI	529 200
2	Agomé-Glouzou	Houégbéadja Avaémé KUEGAH-TOYO III	793 800
3	Attitogon	Non encore reconnu	0
4	Afagnan	Ahonsou Aristide CHAOLD	793 800
5	Hompou	Mikpossomé MESSAN ABONI II	529 200
6	Agbétiko	Kouégan LAKOUSSAN IV	529 200
7	Kpétsou	Kalénou ABIDI 1 ^{er}	529 200

PREFECTURE DE VO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Vogan	Sènu Odzima KALIPE IV	1 058 400
2	Togoville	MLAPA Mensah Kwassi	793 800
3	Anyronkopé	Sasou DRAVIE-ANYRON IV	529 200
4	Akoumapé	Non encore reconnu	0
5	Vo-Koutimé	Zouméké AKAKPO	793 800
6	Dzrékpo	Koffi Dzoboku AMENYRA-ADO VI	1 058 400
7	Dagbati	N'Soukpoè NOUDOUKOU II	793 800
8	Sévagan	Koissi S. AGBODJI DOUGBE IV	793 800
9	Momé	Non encore reconnu	0
10	Hahotoé	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE YOTO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Tabligbo	VIAGBO Fiawobéyépe	793 800
2	Kouvé	Non encore désigné	0
3	Gboto	Kokou EKON VI	529 200
4	Ahépe	Non encore désigné	0
5	Tokpli	Yawovi TOUDJI DEGBE	529 200
6	Tchêkpo	Attibogan Komlan KONDO TOUGLO III	529 200
7	Sédomé	Agossou AFIDEGNON IV	529 200
8	Zafi	Non encore reconnu	0
9	Amoussimé	Kossi Minontikpo AKPODO TOKLOKPA III	529 200
10	Kini-Kondji	Kodjo Agbolété KINI IV	529 200
11	Tométy-Kondji	Wytho K. ADODO IV	529 200
12	Essè-Godjin	AMOUZOU Kokou Noété	793 800

PREFECTURE DE ZIO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Tsévié	PASSAH Komlan Agbessi Assito	1 058 400
2	Glainvié	TOULASSI Komi Dodji	529 200
3	Davié-Assomé	DOGBLA Komi Théodore	529 200
4	Wli	Essi Venougne AGBEDANOU	529 200
5	Dalavé	Non encore reconnu	0
6	Kpomé	Yao AKLASSOU V	529 200
7	Gbatopé	MAGLO Kossi Mawuli	793 800
8	Gapé-Centre	Paul Koffi FETSE VI	793 800
9	Bolou	Aménakpoémé Kossi AGBOZO IV	529 200
10	Agbélouvé	Robert Yawo DAVI ALLAGAH V	793 800
11	Mission-Tové	Non encore reconnu	0
12	Abobo	Roger Dzigbodi Koffi TOFFA VIII	529 200
13	Kovié	Kossivi KOSSI-ZAVON MODJRO V	529 200
14	Gamé	Yaovi NOUDODA AGBO-HENYO VIII	793 800
15	Gapé-Kpodzi	Kokou ADZAKLO EHLAN IV	529 200
16	Djagblé	ADONSSOU Kossi Jérôme	529 200

PREFECTURE DE L'AVE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Kévé	Non encore reconnu	0
2	Assahoun	Togbui NOMENYO BELETE III	793 800
3	Badja	AKOUTSA Komi	529 200
4	Aképé	Non encore désigné	0
5	Dzolo	AMAGLO Yawo Mawulolo	529 200
6	Noépé	Philibert Yaogan ALAKPA IV	529 200
7	Tovégan	Non encore reconnu	0
8	Ando	Non encore reconnu	0
9	Edzi	AHIATROGA Yao	529 200

REGION DES PLATEAUX**PREFECTURE DE L'OGOUE**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Gnagna	Non encore désigné	0
2	Chef Canton de Djama	AMEGAN Mensah	793 800
3	Woudou	FENOU Awaga-Tognikin Koffi-OHOSSOU GBEWA II	793 800
4	Katoré	ASSOGBALA GOGA BAGANA Mahouena IDAYE IV	793 800
5	Gléï	ALADJI Kokou Aléhé Ayéfouni	793 800
6	Ountivou	Non encore désigné	0
7	Datcha	Non encore désigné	0
8	Akparé	KONDO Komi	793 800

PREFECTURE DE L'ANIE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton d'Anié	KILANI Sossavi	1 058 400
2	Pallakoko	Non encore reconnu	0
3	Adogbénou	Non encore désigné	0
4	Kolo-Kopé	Non encore désigné	0
5	Glitto	WOROU Ezin	529 200
6	Atchinédji	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE L'EST-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton d'Elavagnon	GOTOMA Dikerba (Régent)	793 800
2	Nyamassila	BOSSOU Christine Komie	529 200
3	Kamina	Non encore désigné	0
4	Morétan-Igbérioko	Non encore désigné	0
5	Kpessi	Fia AKOUVI Edem Ari Kwamivi	529 200
6	Gbadjahè	PAKA Padanassirou	529 200
7	Badin	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE KLOTO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Kpalimé	Dodzi APETOR HON VI	793 800
2	Agomé-Yoh	Non encore reconnu	0
3	Lavié	Non encore reconnu	0
4	Hanyigba	Non encore désigné	0
5	Tové	Non encore reconnu	0
6	Kpadapé	Kodjo TEGBLE AGBOKOU IV	529 200
7	Gbalavé	Non encore reconnu	0
8	Kuma	Tchini Koffinyo DOM GAMETI WEDZI VII	529 200
9	Kpimé	N'KUAKO Kodjovi Mawuena Awako IV	529 200
10	Womé	Adja Kokou K. Kuma DZEDO V	529 200
11	Tomé	Koffi HEDJAKPO	529 200
12	Agomé-Tomégbé	Non encore reconnu	0
13	Lavié-Apédomé	ZIGAN Kokou Folly	529 200
14	Yokélé	Non encore reconnu	0

PREFECTURE D'AGOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton d'Agou-Tavié	KPONYE Kossi Mawutodji EGU-LETE XI	529 200
2	Agou-Nyogbo-Sud	BIEM Komla Wonyui - PEBI V	529 200
3	Agotimé-Nord	Dotsè TEDEKOU III	529 200
4	Agotimé-Sud	NYAGAMAGO Komi PATTAH IV	529 200
5	Assahoun-Fiagbé	Non encore reconnu	0
6	Gadja	EKLU Koffitsè Anani	529 200
7	Agou-Iboè	TUTUAKU Sitsofé Fayom	793 800
8	Agou-Akplolo	Non encore désigné	0
9	Agou-Kébo	N'YAGBLOTO Kossi Séna	793 800
10	Agou-Atigbé	Avocati Komlan Kili BOTRY VI	793 800
11	Amoussoukopé	Non encore désigné	0
12	Agou-Nyogbo-Nord	Non encore reconnu	0
13	Kati	Kossi Kekessi TOVE V	529 200

PREFECTURE DE DANYI

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Ahlon	Non encore reconnu	0
2	Danyi-Attigba	KPEGBA Yawo David	529 200
3	Danyi-Kakpa	Non encore désigné	0
4	Yipka	GBLOKPOR Komi Sena	529 200
5	Danyi-Elavagnon	GOLO Kossi Komlan ETSI V	529 200
6	Danyi-Atigba-Evita	Agbeko VOULEY Kowudadé IV	529 200

PREFECTURE DE HAHO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Notsè	Agboli AGOKOLI IV	1 058 400
2	Wahala	NIM AH Kokou Banawé PAPALY III	793 800
3	Ayito	Non encore reconnu	0
4	Assrama	Komlanvi Mawuko EDOH II	1 058 400
5	Dalia	Kossi Amégnona ANLONTOU-ADAKO II	1 058 400
6	Djémégni	Non encore reconnu	0
7	Kpédomé	Non encore reconnu	0
8	Atchavé	Yao FOLLIDJE-AKAKPO III	529 200
9	Akpakpakpé	Non encore reconnu	0
10	Hahomegbé	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DU MOYEN-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Tohoun	Davi Koulikpo ADJAVIVI XI	793 800
2	Kpéklémé	Séwadé YETO IV	793 800
3	Tado	Non encore reconnu	0
4	Saligbé	DETCHEMI Adjo épse LECOURT	529 200
5	Ahassomé	Non encore reconnu	0
6	Katomé	AYEBOU Soussoukpo	529 200

PREFECTURE D'AMOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Ouma	Non encore reconnu (Régent)	0
2	Témédja	Sédoamé Kouami IHOU III	1 058 400
3	Otadi	Dodzi DABI DA III	793 800
4	Amou-Oblo	OSSEYI Kudjo Kufualè (Régent)	793 800
5	Ekpégnon	Izaledu Novignon Ivlabue-ASSOGBAVI II	529 200
6	Kpatégan	Komlan Innocent YOVO EBOUAKA III	793 800
7	Hihéatro	ATCHOU Fo Dzifa Antoine Gabume	1 058 400
8	Gamé	ADZONOU Koffi Natèmèyè	793 800
9	Okpahoué	Non encore reconnu	0
10	Amlamé	KEKOU Kokouvi Watèba	529 200
11	Avédjé-Itadi	LANTOMEY Ankou	529 200
12	Adiva	DEDEHO Kokou	529 200
13	Evou	Komlan WOENAGNON EKPETSU IV	529 200
14	Sodo	Kwami Charles Mao ANI ADDO IV	529 200

PREFECTURE DE WAWA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Badou	Yao Nana Gaboussou EGBLOMASSE IV	1 058 400
2	Gobé	WOLEDJI Komlatsè - NOAGBE III	793 800
3	Tomégbé	Non encore reconnu	0
4	Kpètè-Bèna	Koudzo ADZRAKOU FOLLY IV	793 800
5	Klabè-Efoukpa	Non encore reconnu	0
6	Okou	Non encore reconnu	0
7	Ekéto	Kossi DJAGBAVI IV	793 800
8	Ounabé	Sosthène Atchou ADJASSEM	529 200
9	Késsibo	Non encore désigné	0
10	Gbadi-N'Kugna	Laurent Koffi EKPETCHOU ADOULE II	529 200
11	Doumé	Kwami AVONYON 1 ^{er}	529 200
12	Zogbégan	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE L'AKEBOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Kougnohou	Kodzovi HOVI ANONENE IV	1 058 400
2	Djon	Non encore reconnu	0
3	Gbendé	Non encore reconnu	0
4	Sérégbéné	Non encore reconnu	0
5	Yalla	YEWU Kokou Agbéko	529 200
6	Kamina-Akébou	Akossi-Djato DJIWOSSE (Régent)	529 200
7	Kpalavé	MOUKARO Donko Komla	529 200
8	Vèh-N'Kougna	ANANI Kodjo	529 200

PREFECTURE DE KPELE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Kpélé-Akata	Non encore reconnu	0
2	Kpélé-Centre	NAYO Komi Paul TSELA VI	1 058 400
3	Kpélé-Kamé	EKLOU Kossi Novisi	793 800
4	Kpélé-Nord	Non encore désigné	0
5	Kpélé-Novivé	Yawo Awuklu GUGU VI	529 200
6	Kpélé-Govié	KPATSA Agbeko	793 800
7	Kpélé-Dawlotu	Alonyo Kossi KOWOU AKUAGBI III	529 200
8	Kpélé-Gbalédzé	Non encore désigné	0
9	Kpélé-Dutoè	SEMANU Komlan Vinyo Louis AZA IV	529 200

REGION CENTRALE**PREFECTURE DE BLITTA**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Blitta-Gare	TCHALIM Ekpou	1 058 400
2	Langabou	NOUGLOZEH Komi	529 200
3	Pagala-Gare	AKPAOU Ahourouma	529 200
4	Yégué	DJINSA Kokou Koffi	529 200
5	Tcharé-Baou	ADJAMA Bèlagnima (Suspendu)	0
6	Katchenké	M'BEOU Kokou Evégnou	529 200
7	M'Poti	ZEOU Kossi Bingny	529 200
8	Diguengué	OFOSSOU Etovi Komla	529 200
9	Tintchro	Nana Esséni AKONTO BRUSUKU II	529 200
10	Pagala	KASSENE Tchankouyo	529 200
11	Atchintsé	KONTO Yao	529 200

12	Welley	Non encore désigné	0
13	Agbandi	Non encore reconnu	0
14	Koffiti	ATSU Koffi	529 200
15	Yaloumbè	Non encore désigné	0
16	Tchaloudè	BANANOUE Tégnah	529 200
17	Waragni	ALOU Atcha Balababadi	529 200
18	Blitta village	ALOWONOU Yaovi	529 200
19	Doufouli	KODJOVI Minassi	529 200
20	Tchifama	MAWUSSI Kodjo Edoh	529 200
21	Dikpéléou	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE TCHAOUDJO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Sokodé	OURO-AKORIKO Ali	1 058 400
2	Kéméni	LAMWADE Abdoukérém	529 200
3	Agoulou	ZAKARI Inoussa	529 200
4	Kparatao	TCHAGODOMOU Solikobou	793 800
5	Aléhéridé	BATCHA Issa	793 800
6	Wassarabo	ADAM OURO-BANG'NA Tchagodomou	529 200
7	Kadambara	MEDJESSIRIBI Madanoun	793 800
8	Lama-Tessi	Non encore désigné	0
9	Kolina	AGORO Bassirou	529 200
10	Kpangalam	OURO-AGORO Bodjo	1 058 400
11	Tchalo	OURO-AKORIKO Bouraïma Issaka	529 200
12	Kpassouadè	OURO-GUEZERE Tchamédji Amadou	529 200
13	Amaïdè	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE SOTOUBOUA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Sotouboua	PELEI Yao	793 800
2	Adjengré	ATCHOZOU AKATA Atchaa	793 800
3	Tchébébé	BABA N'Djam	793 800
4	Aouda	BATABOU Yélébidjo	793 800
5	Fazao	TAAGBA OURO-GBELE Lombo	1 058 400
6	Tittigbé	Non encore désigné	0
7	Kaniamboua	TIOU Bèdjèzim	529 200
8	Bodjondè	BODJONA Bassaï Komi	529 200
9	Séssaro	AKISSA Akoum	529 200

10	Kazaboua	LANTO Akaba-Abalo	529 200
11	Tabindè	BADABADI Abalo	529 200
12	Kériadè	SIMLIWA Mangazilon Essodinam	793 800

PREFECTURE DE MÔ

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Djarkpanga	OURO BAWINAYI Soulémane	793 800
2	Tindjassi	SEYI Koffi	529 200
3	Boulohou	BAGNA Issaka	529 200
4	Saiboudè	Non encore désigné	0
5	Kagnigbara	SAMON M'Tanroti	529 200

PREFECTURE DE TCHAMBA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Tchamba	AFFO Oussèsseboè Dédji	793 800
2	Koussountou	Non encore désigné	0
3	Adjéidè	Non encore désigné	0
4	Kaboli	ATTI Ilè-Enè (Régent)	529 200
5	Alibi 1	Non encore désigné	0
6	Balanka	Non encore reconnu (régent)	0
7	Affem-Bossou	GOUYAGANDO Atcha	529 200
8	Larini	Non encore désigné	0
9	Bago	ASSAH Gonandi Bayèkagoh	529 200
10	Goubi	ABOU Assoumanou	529 200

REGION DE LA KARA**PREFECTURE D'ASSOLI**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Bafilo	KARIM Abdoulaye	793 800
2	Daoudè	Non encore désigné	0
3	Koumondè	AMADOU Rassirou	529 200
4	Soudou	OURO-DJOBO Safiou	793 800
5	Alédjo	Non encore désigné	0
6	Bouladè	ALI Adam Kassimou (Régent)	529 200

PREFECTURE DE DANKPEN

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Guérin-Kouka	TCHARE N'téssile	793 800
2	Bapuré	Non encore reconnu	0
3	Nandouta	TAGONE Doulgnon Paul	529 200
4	Kidjaboun	GNAMALA N'Nunabré	529 200
5	Namon	Non encore désigné	0
6	Nawaré	OUPOI Moussonoul	529 200
7	Katchamba	DAGBADJA Oupoilkpadjou	529 200
8	Nampoch	Non encore désigné	0
9	Natchiboré	DJASSOBA Binangma Binantobe	529 200
10	Natchitikpi	Non encore désigné	0
11	Koulfiékou	YABLE Komna-Kan	529 200
12	Koutchéchéou	KAMPO Maghambou Bindjiba	529 200

PREFECTURE DE BASSAR

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Bassar	YAWANKE Bitémi-Waké	793 800
2	Kabou	Non encore désigné	0
3	Bitchabé	Non encore désigné	0
4	Dimori	WADJA Kabou Yao	529 200
5	Sanda-Kagbanda	Non encore désigné	0
6	Bangéli	SERTCHI Madjitiba	529 200
7	Manga	Non encore désigné	0
8	Sanda-Afohou	Non encore désigné	0
9	Baghan	KOUTCHEOU N'Gbambé Makouya	529 200
10	Kalanga	GNANDI Natchipou	529 200

PREFECTURE DE LA KOZAH

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Lama	Non encore désigné	0
2	Lassa	AZOUMARO Djoua	793 800
3	Soumdina	AOULI Tchalimdabalo	793 800
4	Landa	HEYOU Wella Botchonbawi	529 200
5	Kouméa	ALI Pékémassim	1 058 400
6	Tcharé	TCHANGAÏ Kondjoou	529 200
7	Pyá	Mme KPIKI Sama Nèmè Essoham Epse SIZING	793 800

8	Tchitchao	BIDIWANA Simdoki	793 800
9	Sarakawa	KROUNTA Kpassi	529 200
10	Yadé	TELOU Agouzou	529 200
11	Bohou	TOUKA Téloudè Kpassi	529 200
12	Landa Kpinzindè	SAMA Batcharo Kouya	529 200
13	Djamdè	ADOM Assima	529 200
14	Atchangbadè	KABANA Mouzou Toyi	793 800
15	Awandjélo	NABEDE Bidé	529 200

PREFECTURE DE LA BINAH

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Pagouda	PRE Gnadi-NLaba	793 800
2	Kétao	AKOLOM Pagnintoukakili (Régent)	793 800
3	Péssaré	ALIDOU Sourou	793 800
4	Lama-Déssi	BOTCHO Kara	793 800
5	Boufalé	KOUMAI Panata	793 800
6	Solla	Non encore désigné	0
7	Sirka	GOMINA Tchao Boukari	529 200
8	Kémérida	AGUIM ALI Bidèmnéwé	529 200
9	Pitikita	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE DOUFELGOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Niamtougou	Non encore désigné	0
2	Siou	Non encore désigné	0
3	Défalé	KPINDINE Kourinda (Régent)	793 800
4	Alloum	Non encore désigné	0
5	Massédéna	Non encore désigné	0
6	Kadjalla	KPASSIRA Adjana	793 800
7	Pouda	BIELEO Djaloné	529 200
8	Léon	TABALO Tossorma	529 200
9	Agbandé-Yaka	Non encore désigné	0
10	Baga	DALAKENA Djadja	529 200
11	Ténéga	Non encore désigné	0
12	Kpaha	Non encore désigné	0
13	Koka	MADJALWA Mafadéba	529 200
14	Tchoré	ATCHAM Yakita Alida Mégou	529 200
15	Anima	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE LA KERAN

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Kantè	Non encore reconnu	0
2	Atalotè	Non encore désigné	0
3	Kpessidè	AGNINDE Kossi	529 200
4	Koutougou	Non encore désigné	0
5	Nadoba	Non encore reconnu	0
6	Hélota	LEMAH Aladjou	529 200 .
7	Warengo	Non encore désigné	0
8	Akpontè	Non encore reconnu	0
9	Ossacré	PAKOU Ankamba	529 200

REGION DES SAVANES**PREFECTURE DE L'OTI**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Sansanné- Mango	NAMBIEMA Tabi Zakar	1 058 400
2	Nagbéni	Non encore -reconnu	0
3	Tchanaga	N'TCHRIFOU Nakokou	529 200
4	Galangashie	Non encore reconnu	0
5	Barkoissi	DOUTI Toatre	529 200
6	Faré	BAFAME Tibotime	529 200
7	Loko	Non encore reconnu	0
8	Sadori	Non encore reconnu	0

PREFECTURE DE L'OTI-SUD

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Gando	Non encore désigné	0
2	Sagbiébou	Non encore désigné	0
3	Mogou	Non encore désigné	0
4	Tchamonga	KOMBATE Kombièni (Régent)	529 200
5	Takpamba	BAKPIRI Yadja M'Mokandjo	529 200
6	Kountoiré	FAMBA Mongbé Nanoumbé	529 200
7	Nali	DANA Djabadjo	529 200
8	Koumongou	DJADJITI Kpassamba	793 800

PREFECTURE DE TANDJOUARE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Bogou	ATTA Kantame	529 200
2	Bombouaka	KANWORE Falatiénang	529 200
3	Tamongue	Non encore désigné	0
4	Nandoga	LAMBONI Dakoname	529 200
5	Loko	Non encore désigné	0
6	Sissiak	KOMBATE Maguibe	529 200
7	Tampialime	NAWATE Yendame	529 200
8	Doukpergou	Non encore désigné	0
9	Goundoga	DOUTI Kombièni	529 200
10	Lokpanou	NABOAK Kanfitin	529 200
11	Nano	BARNABO Touâtre Patrika	529 200
12	Pligou	Non encore désigné	0
13	Boulogou	LANGARE Houmado	529 200
14	Mamproug	Non encore désigné	0
15	Bagou	Non encore désigné	0
16	Sangou	NIMONE Kombiani	529 200

PREFECTURE DE TONE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Dapaong	YENTCHABRE Yalbondja	1 058 400
2	Kantindi	POUNDIBE Nagnandja	793 800
3	Bidjenga	PATEFAGOU Balètène	529 200
4	Tami	DJANTE Bombome	529 200
5	Lotogou	Non encore désigné	0
6	Warkambou	Non encore désigné	0
7	Nanergou	KONDAME Gbanyabdjoa	529 200
8	Nioukpourma	TCHANTAKE Douti Labalibe	529 200
9	Pana	Non encore reconnu	0
10	Naki-Ouest	PAMPANDJA Mardja Laridja	529 200
11	Korbongou	OUDANOU DOBLI Salifou Oumorou	1 058 400
12	Kourientré	DJABE MINTRE Dambé	529 200
13	Poissongui	NAMETCHOUGLI Piopo	529 200
14	Namaré	Non encore désigné	0
15	Louanga	YALLIPATIGOU Moustapha	529 200
16	Toaga	SEPAM Kountondja	529 200
17	Sanfatoute	SONGRE Goungampo	529 200
18	Natigou	NAGNOUMALE Namtante	529 200

PREFECTURE DE KPENDJAL

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Mandouri	Non encore désigné	0
2	Koundjoaré	KOUNGBEDI Gnoiti	793 800
3	Borgou	Non encore désigné	0
4	Tambigou	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE KPENDJAL-QUEST

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Naki-Est	SINANDALE Lardja	793 800
2	Nayéga	NAHM-TCHOUGLI Dametote	529 200
3	Ogaro	Non encore désigné	0
4	Namoudjoga	Non encore désigné	0
5	Tambonga	EI Hadj LAMBONI Lardja SABDANO Damtal I	529 200
6	Papri	YEMPAPOU Goumma	529 200
7	Pogno	YENTCHABRE Galdja Labdiedo	529 200

PREFECTURE DE CINKASSE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Chef Canton de Cinkassé	NAGNONGO Abdoulaye	793 800
2	Biankouri	LARMONGUE Alima	793 800
3	Timbou	SANAMBOULGA Daïdé Mamoudou	793 800
4	Nadjoundi	Non encore désigné	0
5	Boadé	TILADO Gninahin	529 200
6	Sam-naba	YOUMA Soumé Tiladé	793 800
7	Noaga	Non encore désigné	0
8	Gouloungoussi	Non encore désigné	0

Art. 2 : La dépense est imputable au budget général, gestion 2024, imputation 0262119108013200108401100649911.

Art. 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et le ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 09 avril 2024

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire S. TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances

Sani YAYA

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires

Hodabalo AWATE

**DECRET N° 2024-031/PR du 09/04/2024
fixant les indemnités de fonction des secrétaires de
chefs de cantons de la République togolaise pour
l'exercice 2024**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007-001 du 08 janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo ;

Vu la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2016-028/PR du 11 mars 2016 portant modalités d'application de la loi n° 2007-002 du 08 janvier 2007 relative à la chefferie traditionnelle et au statut des chefs traditionnels au Togo ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1er octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le Conseil des ministres, entendu ;

DECRETE :

Article premier : Les indemnités annuelles de fonction attribuées aux secrétaires de chefs de cantons de la République togolaise pour l'exercice 2024 sont fixées comme suit :

REGION MARITIME**PREFECTURE D'AGOE-NYIVE**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton d'Agoè-Nyivé	HOSSOU Ayao Raimond	403 200
2	Adétikopé	GNASSOUWO Kossi Emmanuel	403 200
3	Légbassito	AWAGA Koffi Mawuli	403 200
4	Vakpossito	Non encore désigné	0
5	Sanguéra	HOUNKPETOR Kwami	403 200
6	Togblé	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE GOLFE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton d'Aflao-Gakli	AKAMA Komlan Mawupédzro	403 200
2	Aflao-Sagbado	AGBEGNIGAN Koffi	403 200
3	Amoutivé	NYAGBE Kwasi Mawusé	403 200
4	Baguida	GASSOU Koffi Assou B.	403 200
5	Bè	AGBAGLO Akouétévi	403 200

PREFECTURE DES LACS

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Tradit. Ville Aného (DES LAWSON)	Non encore désigné	0
2	Aného (DES ADJIGO)	HOUNOU Yao Sêna	403 200
3	Agbodrafo	ABONY-ATAYI Dossey	403 200
4	Glidji	Mlle EDORH Zinsi	403 200
5	Aklakou	AYANOU-AHOBLI Kouévi	403 200
6	Anfoin	AGBO Kangni	403 200
7	Fiata	KOUKOUDJOE Latévi Migbéloho	403 200
8	Agouègan	ALOFA Ekoué	403 200
9	Ganavé	DEGBE Amah Koffi	403 200
10	Gbodjomé	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE BAS-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. d'Afagnagan	Mme GNAGBLODJRO Makpossinou	403 200
2	Agomé-Glozou	APEDOH Bossou	403 200
3	Attitogon	GADEZOUHOIN Togbé	403 200
4	Afagnan	Non encore désigné	0
5	Hompou	Non encore désigné	0
6	Agbétiko	LAKOUSSAN Kangnikoé	403 200
7	Kpétsou	ABIDI Komi	403 200

PREFECTURE DE VO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Vogon	SEWA Konvi Koffi	403 200
2	Togoville	MLAPA Koami Mawuenyigan	403 200
3	Anyronkopé	MONA Anani	403 200
4	Akoumapé	GNAMAHE doh Koffi	403 200
5	Vo-Koutimé	Non encore désigné	0
6	Dzrékpo	ADENEKPE Amélé	403 200
7	Dagbati	AZIMBA Kokou	403 200
8	Sévagan	SEWONOU Amévi	403 200
9	Momé	GUENOUKPATI Soledji	403 200
10	Hahotoé	BEDJRA Komi	403 200

PREFECTURE DE YOTO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. de Tabligbo	VIAGBO Kodjo Ségnon	403 200
2	Kouvé	AGBOYIBOR Komlan Midodji	403 200
3	Gboto	EKON Koffi	403 200
4	Ahépé	APEGNOWOU Messan	403 200
5	Tokpli	TOU DJ I Kodjo	403 200
6	Tchêkpo	TOUGLO Kodjo	403 200
7	Sédomé	AFIDEGNON Kokou Mawuénam	403 200
8	Zafi	AGBOLI Kodjo	403 200
9	Amoussimé	AKPODO Yawo	403 200
10	Kini-Kondji	KI NI Blossou Kokou	403 200
11	Tométy-Kondji	ALOWONOU Kokou Akoété	403 200
12	Essè-Godjin	AHLIKPOKOU Ayitèvi	403 200

PREFECTURE DE ZIO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Tsévié	KAGLAN Komi Adjassou G.	403 200
2	Gblainvié	TOULASSI Kodzo Donald	403 200
3	Davié-Assomé	AZIAGNON Kossi Michel	403 200
4	Wli	SUIVI Komla Sémanou	403 200
5	Dalavé	ADETOU Kodjo	403 200
6	Kpomé	ADJAVOU Kouami Johannes	403 200
7	Gbatopé	Non encore désigné	0
8	Gapé-Centre	AZIAGBEDE Kossi	403 200
9	Bolou	MOKLI Komlan S.	403 200
10	Agbélouvé	KODEGUI AGBO Hetsu	403 200
11	Mission-Tové	Non encore désigné	0
12	Abobo	EDOH Koffi	403 200
13	Kovié	Non encore désigné	0
14	Gamé	Non encore désigné	0
15	Gakpé-Kodzi	TOFFA Kokou Baragbor	403 200
16	Dzagblé	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE L'AVE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Kévé	GBIDI Yao Atitso	403 200
2	Assahoun	AGUEDE Kodjovi Mawuko	403 200
3	Badja	AVOGAN Alymah Komi	403 200
4	Aképé	LANGAN Anani Etonam	403 200
5	Dzolo	GATOGO Agbédzi Ametowobla	403 200
6	Noépé	GBAMA Komlan	403 200
7	Tovégan	Non encore désigné	0
8	Ando	Non encore désigné	0
9	Edzi	Non encore désigné	0

REGION DES PLATEAUX**PREFECTURE DE L'OGOUE**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Gnagna	GALATHY K. Kobalé	403 200
2	Djama	ATTI Salabirou	403 200
3	Woudou	DJAHO Komi Séwadé	403 200
4	Katoré	YOVOGAN Kodjo	403 200
5	Gléi	ABODJI Kondoh Ayéfounin	403 200
6	Ountivou	AFAN Maligbé	403 200
7	Datcha	ADJOTE Komlan Ayétan	403 200
8	Akparé	SOKLOU Komlan	403 200

PREFECTURE DE L'ANIE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secret Chef Canton d'Anié	Non encore désigné	0
2	Pallakoko	N'FALE Aglesso	403 200
3	Adogbénou	Non encore désigné	0
4	Kolo-Kopé	Non encore désigné	0
5	Glitto	SANGANA Kpombè	403 200
6	Atchinédji	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE L'EST-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton d'Elavagnon	BOUTORA Babalim Sogah	403 200
2	Nyamassila	HAMAN Aboubakari	403 200
3	Kamina	BARO Komi	403 200
4	Morétan-Igbérioko	OYO Yaou	403 200
5	Kpéssi	LOKO Komi	403 200
6	Gbadjahè	KPALA Wiyao	403 200
7	Badin	KOMI Kodzo	403 200

PREFECTURE DE KLOTO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Kpalimé	NYAKOU Doh Komlavi	403 200
2	Agomé-Yoh	AWUME Kwami Elikplim	403 200
3	Lavié	TIVO Yawo	403 200
4	Hanyigba	ASSIGBE Komlan Démanyala	403 200
5	Tové	WOUKE-WOLEDZI Kossitse Edem	403 200
6	Kpadapé	HIAGBE Alifo Komlan	403 200
7	Gbalavé	DEKOU Doh Kodzo	403 200
8	Kouma	EKLO Kossi Dodziko	403 200
9	Kpimé	ADABRA Kossi	403 200
10	Womé	AGBADOR Anku Dzifa Nyakpogbe	403 200
11	Tomé	AGBEFU Kwasi Kusiaku	403 200
12	Agomé-Tomégbé	KOFFITSRI Koku Agbessi	403 200
13	Lavié-Apédomé	DOMELEVO Kodzo Filipe	403 200
14	Yokélé	GBAGO Koffi	403 200

PREFECTURE D'AGOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton d'Agou-Tavié	ALAGBO Komi Dzifa	403 200
2	Agou-Nyogbo	TETEH Kodzo Mawulikplimi	403 200
3	Agotimé-Nord	ADZOHONOU Kwami Roger	403 200
4	Agotimé-Sud	Non encore désigné	0
5	Assahoun-Fiagbé	APEDO Koku Agbenya	403 200
6	Gadja	EKLU Koffi	403 200
7	Agou-Yiboè	NOMEYO Yawo	403 200
8	Agou-Akplolo	Non encore désigné	0
9	Agou-Kébo	ANIKA Komi Mawuma	403 200
10	Agou-Atigbé	TOKONI Mensah	403 200
11	Amoussoukopé	SOGLO Lawoè Kossi	403 200
12	Agou-Nyogbo-Agbétiko	NUMADI Kofi Kuma	403 200
13	Kati	AKAFIA Kodjo	403 200

PREFECTURE DE DANYI

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. d'Ahlon	ALONOU Komia Toussi	403 200
2	Danyi-Atigba	KPEGBA Kossi	403 200
3	Danyi-Kakpa	Non encore désigné	0
4	Yikpa AGBETY	Yawo Mawuna	403 200
5	Danyi-Elavanyo	AMEWU Edoh Yao	403 200
6	Danyi-Atigba-Evita	VOULE K. Mawuéna Aloményo	403 200

PREFECTURE DE HAHO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Notsè	AFASSINOU Kossi Sewonou Benoit	403 200
2	Wahala	LETOUFEI Akoua Méwinani	403 200
3	Ayito	AVEKOE Akoété	403 200
4	Assrama	DON'DJI Sagbo	403 200
5	Dalia	AKPA Yao Eto	403 200
6	Djémégni	KOEVI Kossi	403 200
7	Kpédomé	ADISSEHOUN Komlanvi	403 200
8	Atchavé	HINIKOU Kossi	403 200
9	Akpakpakpé	Non encore désigné	0
10	Hahomegbé	Non encore désigné	0

PREFECTURE DU MOYEN-MONO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. de Tohoun	TOHOUENOU Kokouvi	403 200
2	Kpéklémé	GBEDE Koffi	403 200
3	Tado	ZIAM Komi Agbessi	403 200
4	Saligbé	Non encore désigné	0
5	Ahassomé	Non encore désigné	0
6	Katomé	FANGNON Komlavi	403 200

PREFECTURE D'AMOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét.Chef Cant.de Ouma (Amlamé)	AMETANA Yaovi Oukouébièssè	403 200
2	Témédja	ETCHI Mensah	403 200
3	Otadi	DABIDA Yawovi	403 200
4	Amou-Oblo	Non encore désigné	0
5	Ekpégnon	ATSOU Kodjo	403 200
6	Kpatégan	OGAH Yaovi	403 200
7	Hihéatro	APEDO Koudjo	403 200
8	Gamé	SESSENOU Ankou	403 200
9	Okpahoué	AYE Yaovi	403 200
10	Amlamé	EWOMSA Kossi Sounobi	403 200
11	Avédjé-Itadi	WELETOU Obinoko Kodjo	403 200
12	Adiva	DEDEHO Kodjo Zovodou	403 200
13	Evou	WOENAGNON Kokouvi Mawunyéfia	403 200
14	Sodo	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE WAWA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Badou	ABOTSI Kokou	403 200
2	Gobé	MALLY Kossivi	403 200
3	Tomégbé	AGBETETE Kodjo	403 200
4	Kpété-Béna	ASSEMOUASSAH Kodjo Akpé-Mulèko	403 200
5	Klabè-Efoukpa	KODA Komlanvi	403 200
6	Okou	DOKOU Kossivilgnéza	403 200
7	Ekéto	ABASSA Towodjo Abaku	403 200
8	Ounabè	MOUTAYI Kwadjo	403 200
9	Késsibo	DOKOU Komla Pierre	403 200
10	Gbadi-N'Kugna	EKPETCHOU Ekûwa Omatekawudza	403 200
11	Doumé	KPEBOU Yawou Akanava	403 200
12	Zogbégan	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE L'AKEBOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Kougnohou	HOWOU Koffi-Kouma	403 200
2	Djon	MAME Koffi	403 200
3	Gbendé	AGBENYOWU Koudjo	403 200
4	Sérégbéné	Non encore désigné	0
5	Yalla	LOKOATE Koffi	403 200
6	Kamina Akébou	SODOGBE Yao Balaki	403 200
7	Véh	Non encore désigné	0
8	Kpalavé	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE KPELE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canon de Kpélé-Akata	AMEDODZI D. Komi	403 200
2	Kpélé-Centre	GBADZIGO M'Bow	403 200
3	Kpélé-Kamé	FIAGBE Komi Paulin	403 200
4	Kpélé-Nord	KLU Adzévoda Wobubé	403 200
5	Kpélé-Novivé	Non encore désigné	0
6	Kpélé-Govié	TSIGBE Komla Dodzi	403 200
7	Kpélé-Dawlotu	MATTI-WOMITSO Kokou	403 200
8	Kpélé-Gbalédzé	AMOZOU Anani Yves	403 200
9	Kpélé-Dutoè	EKLOU Kodzo Edziwodo	403 200

REGION CENTRALE**PREFECTURE DE BLITTA**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Blitta-Gare	ANAGBA Afèyitou	403 200
2	Langabou	HOUNKPATI Mensah Koffi	403 200
3	Pagala-Gare	KADJA Bébé	403 200
4	Yégué	GNAKOUAFRE Kodjo	403 200
5	Tcharé-Baou	BOUMAMBOU Moyoyéssiba	403 200
6	Katchenké	ABIA N'TASSA Kossi Mélewodomé	403 200
7	M'Poti	AGNANKRA Yao	403 200
8	Diguengué	KODJO Kokou	403 200
9	Tintchro	ESSEN I Komla	403 200
10	Pagala-Village	KOFFI Anakoa	403 200
11	Atchinté	KONTO DJAHINI Maurice	403 200

12	Welley	BIHE Aklesso Komla	403 200
13	Agbandi	TCHALLA Koffi	403 200
14	Koffiti	KOTA Kossi	403 200
15	Yaloumbè	BAYEKINAM Minirou	403 200
16	Tchaloudè	WALLA KomlaTéi	403 200
17	Waragni	ASSALI Adjï Kouma	403 200
18	Blitta-village	TCHALA Koffi Mawuéna	403 200
19	Doufouli	DJIDA N'Krébola	403 200
20	Tchifama	AZAGBE Taméklo Yao	403 200
21	Dikpéléou	YAO Komi-Mensah	403 200

PREFECTURE DE SOTOUBOUA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Sotouboua	AWIGNAMA Essotina	403 200
2	Adjengré	ALFA Podjonnamma	403 200
3	Tchébébé	BEYO Koffi Aklesso	403 200
4	Aouda	TCHATALA Abalitou	403 200
5	Fazao	ADOYI Dermene Mohammadou	403 200
6	Tittigbé	TAGNAM Aki-Esso	403 200
7	Kaniamboua	KAMANG Padawou	403 200
8	Bodjondè	AYOLOU Assoukoume	403 200
9	Séssaro	PIYATOKÉ Aléki	403 200
10	Kazaboua	NIKA Tchilabalo	403 200
11	Tabindè	ADJI Takobana Sarakawa	403 200
12	Kériadè	PISSANG Batchabèhezi	403 200

PREFECTURE DE MÔ

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Djarkpanga	Non encore désigné	0
2	Tindjassi	WENAKI Mouhamed	403 200
3	Boulouhou	Non encore désigné	0
4	Saïboudè	Non encore désigné	0
5	Kagnigbara	LABALA Songhaï	403 200

PREFECTURE DE TCHAMBA

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Tchamba	DEDJI Oudéi Alassane	403 200
2	Koussountou	AMEDOU Aboudou Barihou	403 200
3	Adjéidè	OURO-ATAKOURA Awali	403 200
4	Kaboli	ABALO Balougnim Koffi	403 200
5	Alibi 1	ALE Idjoya	403 200
6	Balanka	AKITIGBI Djala	403 200
7	Affem - Bossou	MAMA Nouhoun	403 200
8	Larini	NOKOU Atcha	403 200
9	Bago	KOKOSSORE Kassimou	403 200
10	Goubi	AMOZOU Odjo Kossi	403 200

PREFECTURE DE TCHAOUDJO

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Sokodé	OURO-TAGBA Tètèrèwou	403 200
2	Kéméni	TCHATAGBA Moumouni	403 200
3	Agoulou	IROUVENA Assane	403 200
4	Kparatao	OURO-SAMA Kpalo	403 200
5	Aléhéridè	OURO-AGOUDA Abou	403 200
6	Wassarabo	ATACORA Agoro	403 200
7	Kadambara	TCHASSEI Bako	403 200
8	Lama-Tessi	SIEKA Tchaa	403 200
9	Kolina	OURO-GNAOU Agoro	403 200
10	Kpangalam	BAWA Azimari	403 200
11	Tchalo	OURO-BOSSI Aguia Dazamasso	403 200
12	Kpassouadè	AMIDOU Aboubakari	403 200
13	Amaïdè	AKONDOH Yabara	403 200

REGION DE LA KARA**PREFECTURE D'ASSOLI**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Bafilo	TCHEDRE Djibril Abdou- Karim	403 200
2	Daoudè	TCHIOU Boukaré Soulé	403 200
3	Koumondè	KPEGOUNI Sourou - Tawi Soligobou	403 200
4	Soudou	KOURA Yorou Essofa	403 200
5	Alédjo	Non encore désigné	0
6	Bouladè	WALLA Eyakilam	403 200

PREFECTURE DE DANKPEN

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. de Guérin-Kouka	TCHARE N'télébi	403 200
2	Bapuré	SEIDOU Saïbou	403 200
3	Nandouta	IBOUKO Nigbéili	403 200
4	Kidjaboun	KONDJA Atouikpa	403 200
5	Namon	Non encore désigné	0
6	Nawaré	TETEOURE Soubabi	403 200
7	Katchamba	YABLE N'Tabakibia	403 200
8	Nampoch	DATCHIBE Mawin	403 200
9	Natchiboré	Non encore désigné	403 200
10	Natchitkpi	N'GARABE Kondja	403 200
11	Kouffiékou	Non encore désigné	0
12	Koutchichéou	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE BASSAR

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Bassar	YAWANKE Grandi	403 200
2	Kabou	SIDI Mamah	403 200
3	Bitchabé	BOURI Kpabou	403 200
4	Dimouri	KPAL Natchipou	403 200
5	Sanda-Kagbanda	ABALO Balazino	403 200
6	Bangéli	N'DJOH Baba	403 200
7	Manga	BIYAMBE Byima	403 200
8	Sanda-Afohou	Non encore désigné	0
9	Baghan	KOUTCHEOU N'Wintcha	403 200
10	Kalanga	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE LA KOZAH

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secret. Chef Canton de Lama	PADIPALAKI Essozinam	403 200
2	Lassa	AHE Komi Mazabalo	403 200
3	Soumdina	ABLE Tabana Fidèle	403 200
4	Landa	HEYOU Méhiwa	403 200
5	Kouméa	TCHALLA Potoyem	403 200
6	Tcharé	Non encore désigné	403 200

7	Pyä	ANAKPA Tchilalo	403 200
8	Tchitchao	BITIBITCHA Tchamdja	403 200
9	Sarakawa	TOKA Kesse-N'gum	403 200
10	Yadè	POTOULI Malawé	403 200
11	Bohou	LAKIGNAN Koffi	403 200
12	Landa-Kpèzindè	AGOUDA Madanoyou	403 200
13	Djamdè	TCHAMBA Kédjikabalo	403 200
14	Atchangbadè	KADANGA Tchaä	403 200
15	Awandjélo	TCHAWISSI Boukpéssi	403 200

PREFECTURE DE LA BINAH

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Pagouda	ETOKA Massama	403 200
2	Kétao	KELEOU Massama	403 200
3	Péssaré	TARE M'sou	403 200
4	Lama-Dessi	GNANTOM Massabalo	403 200
5	Boufalé	KOUGNASSOUKOU Patempata	403 200
6	Solia	Non encore désigné	0
7	Sirka	YOROU Alidou	403 200
8	Kémériä	KAM Bernadette	403 200
9	Pitikita	KAMALA Préyaba Assoti Poukonlabou	403 200

PREFECTURE DE DOUFELGOU

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Cant. de Niamtougou	BOUTORA Djouga	403 200
2	Siou	BILAO SAMTA Kossi	403 200
3	Défalé	KPANGO Kpendine	403 200
4	Alloum	KOUBATINE Mindissa	403 200
5	Massédéna	NAWO Akpartchanga	403 200
6	Kadjalla	KOULABA Témta	403 200
7	Pouda	LAGOU G. Djalouga	403 200
8	Léon	TCHAMBA Tchonda	403 200
9	Agbandé-Yaka	OUTAKA Tikéna	403 200
10	Baga	MOUGUE Babaguibassa	403 200
11	Ténéga	BATEMSOGA ALAGRA Bakoubaloguibina	403 200
12	Kpaha	ABARGA Arfa	403 200
13	Koka	SEMFAYA Kolahida	403 200
14	Tchoré	TONLEBA Yao Anaté	403 200
15	Anima	Non encore désigné	0

PREFECTURE DE LA KERAN

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Kantè	TCHEDOU Anaharoume	403 200
2	Atalotè	Non encore désigné	0
3	Kpessidé	GNANLE Karka	403 200
4	Koutougou	KPAKOU Bassinita	403 200
5	Nadoba	N'POH Kougnankpè	403 200
6	Hélota	Non encore désigné	0
7	Warengo	OUSSATA Kousségou	403 200
8	Akponté	AKONDA Kodjo	403 200
9	Ossacré	KOMOU Awoundjou	403 200

REGION DES SAVANES**PREFECTURE DE L'OTI**

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Sansanné-Mango	MOUSSA Omorou	403 200
2	Nagbéni	KANGBENI Kantchripe	403 200
3	Tchanaga	ALALI Kokou	403 200
4	Galangashie	KOKOU Abdoulaye	403 200
5	Barkoissi	BODJONA Aclesso	403 200
6	Faré	N'FAMBI N'Yéba	403 200
7	Loko	Non encore désigné	0
8	Sadori	AWOURIKAN Nadjié	403 200

PREFECTURE DE L'OTI-SUD

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Gando	GNOIRE Sowérina Etienne	403 200
2	Sagbièbou	KOMBIENI Bafindé	403 200
3	Mogou	Non encore désigné	0
4	Tchamonga	LAMBONI Nanibaké	403 200
5	Takpamba	TAKPAMBA Bipiède	403 200
6	Kountouaré	SAMBIENI N'Yami	403 200
7	Nali	DJABARE Kome-Kan	403 200
8	Koumongou	TARAKA Banako	403 200

PREFECTURE DE TANDJOUARE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Bogou	KOMBONGOU Kolani Kantame	403 200
2	Bombouaka	KOLANI Nakotokou Kokou	403 200
3	Tamongue	NABIGUE Yendouban	403 200
4	Nandoga	TOUGOUL Baguitcholnin	403 200
5	Loko	LAMBONI Laré	403 200
6	Sissiak	NATIGOU Douti	403 200
7	Tampialime	KOMBATE Yenkongre	403 200
8	Doukpergou	DOUTI Tchôrounman	403 200
9	Goundoga	TIMDJAOLE Djakpéré	403 200
10	Lokpanou	YEMBORE Doupiégou	403 200
11	Nano	BAN G AN ARE Likitiéfoun	403 200
12	Pligou	IPOGUILTE Manenka	403 200
13	Boulogou	BAKARY LARE Minkidjébe	403 200
14	Mamproug	DOUGANGUE Panguedime	403 200
15	Bagou	ADAN Maniya	403 200
16	Sangou	NABESIEKOU Namangue	403 200

PREFECTURE DE TÔNE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Dapaong	KANGNITI Yampabe	403 200
2	Kantindi	TINTABLE Miahame	403 200
3	Bidjenga	DALIN Mokitidjoi	403 200
4	Tami	KOLANI Tankpari	403 200
5	Lotogou	KOMBATE Nana	403 200
6	Warkambou	GOTOGOU Laré Batchéwani	403 200
7	Nanergou	DAMOKE Kountome Solimobe	403 200
8	Nioukpourma	SIAGOU Nanfan	403 200
9	Pana	YENDABRE Nambote	403 200
10	Naki-Ouest	KOMBATE Sanléguidjoa	403 200
11	Korbongou	GNANDJA Nagnandja	403 200
12	Kourientré	NAKPAKPELE Dabékoa	403 200
13	Poissongui	BOGUITIE Kambatibe	403 200
14	Namaré	NAKPABONE Tilatidja	403 200
15	Louanga	TCHINTCHIBDJA Bouabitome	403 200
16	Toaga	LARE Tchablinan	403 200
17	Sanfatoute	YAMPABOU Salifou	403 200
18	Natigou	DOUTI Kountondja	403 200

PREFECTURE DE KPENDJAL

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Mandouri	LAMBONI Baboari	403 200
2	Koundjoaré	BASSAGA Hamadou	403 200
3	Borgou	ALASSANI Amadou	403 200
4	Tambigou	BOMBOMA Mikolimba	403 200

PREFECTURE DE KPENDJAL-QUEST

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Naki-Est	DJAMOIDI Bantemome	403 200
2	Nayéga	DOUTI Namédiégou	403 200
3	Ogaro	KAMPI Arouna	403 200
4	Namoundjoga	KOMBATE Badjaré	403 200
5	Tambonga	SAKPANO Yatiébane	403 200
6	Papri	LAMBONI Kansamba	403 200
7	Pogno	YANDJA Libayiane	403 200

PREFECTURE DE CINKASSE

N°	QUALITES LOCALITES	NOMS & PRENOMS	MONTANTS 2024
1	Secrét. Chef Canton de Cinkassé	NAGNANGO Nabiouré Séyouba	403 200
2	Biankouri	LEBINE Larba	403 200
3	Timbou	AMADOU Kadiri	403 200
4	Nandjoundi	Non encore désigné	0
5	Boadé	GNINAHILATchima	403 200
6	Samnaba	Non encore désigné	0
7	Nouaga	SANDAGO Billa	403 200
8	Gouloungoussi	AGNILO Harouna	403 200

Art. 2 : La dépense est imputable au budget général, gestion 2024, imputation 0262119108013200108401100649911.

Art. 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et le ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 09 avril 2024

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire S. TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances

Sani YAYA

Le ministre de l'Administration Territoriale,
de la décentralisation et du Développement
des Territoires

Hodabalo AWATE

**DECRET N° 2024-032/PR du 17/04/2024
portant titularisation de magistrats stagiaires**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 96-11 du 21 août 1996 fixant statut des magistrats, modifiée par la loi organique n° 2013-007 du 25 février 2013, notamment ses articles 7 et 14 ;

Vu la loi organique n° 97-04 du 6 mars 1997 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) ;

Vu le décret n° 97-224 /PR du 04 décembre 1997 portant modalités d'application de la loi organique n° 96-11 du 21 août 1996 fixant statut

des magistrats modifiée par la loi organique n° 2013-007 du 25 février 2013, et les décrets modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1er octobre 2020 portant composition du Gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu l'avis n° 003/2023/CSM du 28 décembre 2023 du Conseil supérieur de la magistrature sur la titularisation de magistrats stagiaires ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Les magistrats stagiaires ci-après désignés, qui ont accompli avec succès le stage réglementaire de dix-huit (18) mois, sont titularisés dans leur grade à compter du 14 octobre 2023 et conservent une ancienneté de dix-huit (18) mois :

N° d'ordre	Nom et prénom (s)	N° matricule
1	Monsieur SIMFEYA M'Djougouna Kougana	107975 Z
2	Monsieur POKOU Tèyi	107977 K
3	Monsieur SOLIGUE Essodina	107972W
4	Madame BILABINA Afèignidou épouse POUTOULI	059796 E
5	Monsieur ALI Faré	107974 Q
6	Monsieur DALAKENA Gninougoussa Batèma	107965 P
7	Monsieur KPOGNO Amèvi	107966 Y
8	Monsieur MIDONOU Amouzouvi	107976 A
9	Monsieur KONALI Komlan Messifa	107969 T
10	Monsieur BAMALI Essossinam	107967 H
11	Monsieur TASSO Oudéï Atcha Tidapéou	107980 N
12	Monsieur DANGA Ikatiya	107983 R
13	Monsieur BASSABI Nafiou	107982 G
14	Monsieur BUTAME-MELEBOU Coffi Essohanam	107979 D
15	Madame DARE Aïsha épouse ADOM	107971 M
16	Monsieur SODEGADJI Kokou Biova	107970 C
17	Madame ZOUNON Essénam Victoire épouse GOLO	107978 U
18	Monsieur KPOGNON Folly Gnamachtie Sename	107973 F
19	Monsieur BISSAO Kpatcha	107968 J

Art. 2 : Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 17 avril 2024

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire S. TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de la Justice et de la Législation

Mipamb NAHM-TCHOUGLI

**DECRET N° 2024-036/PR du 25/04/2024
portant approbation du contrat de partenariat public
privé pour la réalisation du programme de
construction de quatre universités sur les sites de
Kara, Atakpamé, Dapaong et Sokodé**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2014-041 du 22 octobre 2014 portant modernisation de l'action publique de l'Etat en faveur de l'économie ;

Vu la loi n° 2017-005 du 19 juin 2017 d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est approuvé, le contrat de partenariat public privé pour la réalisation du programme de construction

de quatre universités sur les sites de Kara, Atakpamé, Dapaong et Sokodé signé le 20 décembre 2021 entre l'Etat togolais et la société ENVOL PARTENARIAT TOGO SA.

Art. 2 : Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 avril 2024

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Victoire S. TOMEGA-DOGBE

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche

Majesté Ihou WATEBA

Le ministre de l'Economie et des Finances

Sani YAYA